

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire

6 F

N° 61

pour le socialisme

QUINZAINE DU 16 AU 30 AVRIL



Ne pas laisser le champ libre à la droite

Il y a tout juste un an la France entrait dans la dernière ligne droite d'une compétition électorale bien indécise. Aujourd'hui se tirent les ultimes conclusions d'un autre affrontement, celui des cantonales. Et entre les deux, que d'évolutions !

Tout a été dit, ou presque, sur les résultats du scrutin de mars 1982, avec d'ailleurs une concordance de jugements qu'il convient de signaler. A gauche comme à droite, on a constaté que la marée rose de l'an dernier s'était retirée, laissant de nouveau la place à un paysage électoral bien connu, celui des 50/50 : tout le monde a vu qu'il y avait bien net recul de la gauche si l'on compare ce qui est comparable, à savoir les cantonales de 1976 et celle du mois dernier : même le PCF a été obligé de reconnaître, avec les nuances d'usages, que ses 15 % répétés n'avaient rien de conjoncturels, mais au contraire situaient bien la réalité des capacités électorales de ce parti dans la période :

loi de décentralisation aidant, le simple décompte des présidences de conseils généraux a montré à tous que la droite va désormais disposer de quelques nouvelles positions de pouvoir inespérées, les forces réactionnaires laissant d'ailleurs apparaître depuis quelques semaines des instincts décentralisateurs insoupçonnés, tandis que le pouvoir — qui voulait aller si vite — en vient maintenant à temporiser dans ce domaine : on en aura terminé avec les points d'évidence en rappelant que tous s'accordent pour dire que les voix manquantes à gauche proviennent pour partie d'un retour de certains électeurs socialistes de juin 1981 vers la droite, et pour partie d'une absence de participation d'électeurs traditionnels de la gauche, et notamment du PCF.

Une droite agressive

Un an après la victoire de Fran-

çois Mitterrand, ces faits établis contribuent à décrire la situation politique dans le même temps où ils en éclairent les enjeux.

Désarçonnées au printemps dernier, en donnant même parfois l'impression d'être en perdition, les forces politiques de la droite relèvent la tête après leur double succès des législatives partielles en janvier et des cantonales en mars. Les nouvelles positions de pouvoir conquises dans les assemblées départementales ou régionales n'y contribuent pas peu, tandis que des voix s'élèvent déjà pour insister que le pouvoir n'aurait plus l'assentiment de la majorité électorale. Affirmation fallacieuse, sans aucun doute, et aisément retournable contre ceux-là même qui n'ont cessé de perdre les élections dans le passé, mais affirmée par une personne, pas même Pasqua, pas même Mitterrand, n'aurait osé former l'an dernier. Chirac, lui, plus loin encore en s'interrogeant, du bout des lèvres certes,

sur la « légitimité » du gouvernement et de la majorité parlementaire. Agressive, retrouvant parfois cette arrogance insupportable du passé, la droite ne l'est pas seulement dans les périodes électorales. Les moyens dont elle dispose, et les places qu'elle a conservés, notamment dans les médias, lui permettent des campagnes de dénigrement, voire de calomnies, aussi violentes que systématiques. Les exemples ici abondent. Depuis quelques mois et singulièrement dans la dernière période, la droite « politique » vient en quelque sorte prendre sa place dans le combat contre le changement aux côtés de ses alliés naturels, les patrons et ceux qui partagent leurs intérêts dans la haute-administration, les deux derniers étant quant à eux aux avant-postes de la résistance au changement depuis les premiers jours du pouvoir de la gauche. Tout ceci n'est quant au fond guère surprenant, et il y aurait eu quelque incongruité à imaginer qu'il

puisse en être autrement : que la droite cherche à mobiliser contre une politique qui veut combattre ses intérêts est dans la nature des choses.

Contribuer à la mobilisation

L'évolution de la situation politique amène cependant à souligner deux éléments qui, eux, ne sont pas dans la nature des choses : d'abord, que les tentatives de la droite ne sont pas sans rencontrer un certain écho, ou qu'à tout le moins elles sont sources d'actions ambiguës. Ensuite, que le degré de mobilisation du mouvement populaire est loin d'être équivalent à celui des forces réactionnaires. Sans doute des données objectives, qu'il n'est pas pensable de nier, entrent elles en ligne de compte. Certaines fractions de la paysannerie, du personnel d'encadrement, des transporteurs routiers, ou d'autres encore sont, culturellement et de par leur place dans la société, plus sensibles aux arguments de la droite, ou plus réticents envers ce qui est présenté comme des transformations sociales. A l'inverse, le poids de la crise, la persistance du chômage et de la vie chère sont des facteurs dont on a pu constater depuis longtemps les effets néfastes sur la mobilisation populaire. Bien présentes, ces données objectives ne suffisent pas pour autant à expliquer la situation actuelle. Et il



faut ici aller chercher quelques explications dans ce qui est la politique du pouvoir depuis un an à partir de plusieurs exemples.

Quels changements ?

Prenons la paysannerie tout d'abord. On chercherait en vain une quelconque mesure gouvernementale qui depuis un an ait aggravé le sort des agriculteurs, si tant est qu'on puisse les considérer dans leur ensemble. Les difficultés rencontrées dans ce secteur sont largement antérieures à l'arrivée de la gauche. Et pourtant, on assiste à une mobilisation autour de la FNSEA qu'il ne faut ni exagérer bien sûr, ni minimiser non plus comme l'a montré la manifestation assez clairement politique de Paris. Depuis un an, on a assisté en fait à un double mouvement : d'une part, le pouvoir s'en est pris, à juste titre, au scandaleux monopole de la représentation paysanne dont jouissait la FNSEA, en donnant droit à la parole à d'autres organisations. Une telle mesure ne pouvait évidemment qu'entraîner une réaction hostile des dirigeants de la FNSEA, d'autant plus hostiles d'ailleurs qu'on sait les liens qui unissent l'état-major de cette fédération aux partis de droite. Mais d'autre part, pratiquement rien n'a été fait, jusqu'à présent, pour satisfaire des revendications légitimes des paysans, revendications formulées par toutes les organisations. Ainsi se trouvent créées, par des changements concrets, les conditions d'une mobilisation des paysans qui refusent les diktats de Guillaume. La question de la réduction du temps de travail, dans un tout autre domaine, participe de la même logique : les patrons, et singulièrement ceux des petites entreprises, ne pouvaient qu'être indisposés par l'adoption de l'ordonnance sur les 39 heures hebdomadaires. Indisposés plus que réellement touchés d'ailleurs. Mais dans le même temps, le flou de cette ordonnance, l'indécision qui plane sur une avancée réelle vers les 35 heures, le problème toujours présent du paiement de cette heure gagnée, tout cela ne pouvait créer une mobilisation populaire. Les nationalisations, autre exemple, n'échappent pas à cette logique. Même grassement indemnisés, on conçoit que quelques personnes s'offusquent de cette mesure, mais on voit mal dans l'état actuel des choses, les transformations concrètes pour les travailleurs qui sont susceptibles d'entraîner, au-delà de leur adhésion, leur mobilisation véritable. On pourrait citer enfin, parmi d'autres exemples, les mesu-

res prises en matière de politique hospitalière qui permettent à des chefs de service adeptes de la privatisation de rallier à eux, de manière très ambiguë, d'autres catégories comme les internes.

L'enjeu

Le problème, on le voit, dépasse le cadre des élections cantonales, même si les résultats de celles-ci en sont une conséquence. Il dépasse aussi l'interrogation apparemment toujours présente au gouvernement de savoir s'il faut une pause ou s'il n'en faut pas, s'il faut approfondir le changement ou simplement l'expliquer. Assurément, ce n'est pas en multipliant les concessions à ceux qui crient le plus fort aujourd'hui que le pouvoir parviendra à modifier la situation, et

Gaston Defferre, pour ne prendre que lui œuvre bien mal à la mobilisation populaire — si tel est son souhait — en reprenant à peu près textuellement les propos d'un Peyrefitte sur la « sécurité » et la « liberté ». L'enjeu est bien là : ou bien des transformations plus réelles, plus profondes, plus tangibles, sont mises en œuvre, ce qui ne peut que contribuer à une mise en mouvement effective des forces qui soutiennent la gauche. Ou bien le champ est laissé libre à une droite politique et économique bien présente, avec le risque déjà perceptible que celle-ci n'en profite pour regrouper autour d'elle les déçus et les indécis, modifiant ainsi les termes du jeu politique ouvert le 10 mai dernier.

Nicolas DUVALLOIS

Droits nouveaux des travailleurs : la position de l'UR Rhône-Alpes de la CFDT

Au moment où l'Assemblée Nationale s'apprête à examiner les projets de loi sur les droits nouveaux des travailleurs, il nous a paru intéressant de rendre compte de la position de l'Union Régionale CFDT Rhône-Alpes, telle qu'elle s'est exprimée lors d'une conférence de presse 18 mars dernier :

« La région CFDT Rhône-Alpes a fait de l'obtention des droits nouveaux en faveur des travailleurs, l'une de ses priorités d'action, qu'un gouvernement de gauche se doit de satisfaire et elle s'est mobilisée pour atteindre cet objectif.

Or, les débats qui viennent d'avoir lieu au sein du Conseil Economique et Social prouvent que le patronat cherche par tous les moyens à éviter l'introduction de ces droits légitimes dans les entreprises et qu'il entend mener la lutte sur ce terrain.

Pourtant, même si les cinq projets de lois :

- 1) négociation collective et règlement des conflits collectifs du travail
- 2) développement des institutions représentatives du personnel
- 3) développement de l'expression des salariés
- 4) Comités d'hygiène et de sécurité
- 5) règlement intérieur

contiennent certains aspects positifs notamment sur des possibilités nouvelles de négociation collective, sur le renforcement des moyens d'investigation économique des Comités d'entreprise (exemple : versement de 0,2 % de la masse salariale à cette fin) par une intégration partielle des acquis jurisprudentiels (exemple : protection et réintégration des élus) et par l'extension des conventions collectives à tous les salariés il n'en demeure pas moins qu'une très faible partie de nos revendications a été prise en compte.

Pour notre Union Régionale CFDT, les points suivants doivent être intégrés dans les textes à paraître :

- droits nouveaux des travailleurs dans les PME ; pour cela, possibilité de création de sections syndicales dans toutes les entreprises (extension de la loi de 1968 aux entreprises de moins de 50 salariés) et, dans un premier temps, droit pour les syndicats extérieurs de remplir les fonctions de la section syndicale d'entreprise.

- crédit d'heures de délégation alloué collectivement à la section syndicale.

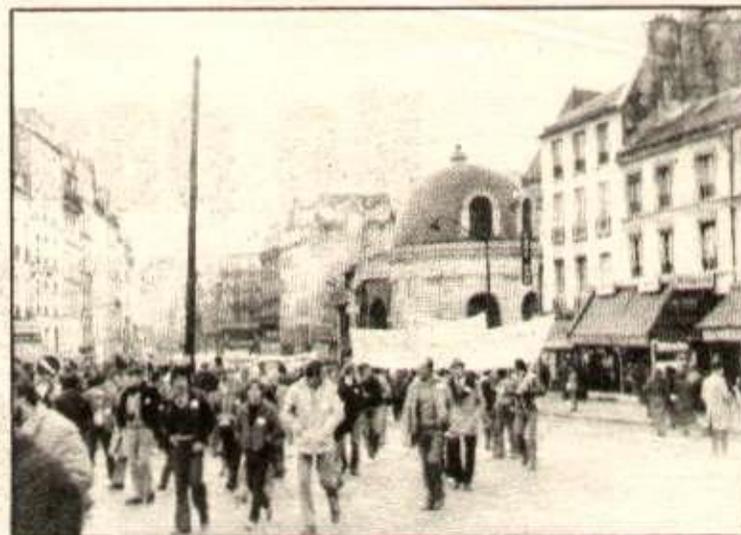
- reconnaissance de la liberté d'expression des travailleurs dans toutes les entreprises, quelle qu'en soit leur taille dans la proportion de 1 % des heures travaillées et droit d'intervention des organisations syndicales au cours de cette période d'expression.

- création d'un droit syndical interprofessionnel qui passe par la protection des militants mandatés, par l'accès gratuit aux différentes sources publiques d'information et de documentation, par l'octroi d'un crédit d'heures en faveur des militants qui interviendront dans les structures syndicales interprofessionnelles, lesquelles prennent en charge la défense des salariés des petites entreprises.

Pour faire aboutir ces diverses revendications, l'Union Régionale Interprofessionnelle CFDT :

- 1) a décidé de saisir de ses propositions tous les élus de gauche de la région, avant l'ouverture de la session parlementaire

- 2) appelle tous ses syndicats et ses sections syndicales à se mobiliser sur ces thèmes et à prendre toutes les initiatives qu'ils estiment utiles en direction des patrons, des élus locaux ; la priorité reste à l'information des travailleurs permettant le développement d'une dynamique d'action ».



La manifestation de la FNSEA : directement politique

« Le changement à l'administration centrale du Ministère de l'Education Nationale »

Pour faire face à des pointes d'activité de certains services, l'administration avait coutume d'employer des vacataires embauchés pour 3 ou 6 mois et congédiés ensuite.

En réponse aux questions des syndicats, le nouveau régime a promis de réétudier la situation de cette catégorie de personnel pour le moins précaire. Il apparaît en effet possible que l'ensemble des tâches accomplies par les vacataires puissent être effectuées par un personnel embauché à temps complet : le SGEN-CFDT, par exemple, revendique la création de postes de titulaires-remplaçants, basée sur le volontariat.

La réalisation de cette revendication se heurte à la résistance de chefs de service réactionnaires maintenus en place après le 10 mai. Ceux-ci, dans le mépris qu'ils ont des hommes et des femmes, tentent de perpétuer la docilité et la division entre les personnels. Cette hiérarchie toujours giscardienne n'a qu'un objectif politique, c'est de bloquer le changement et de mettre le ministère en porte-à-faux avec les travailleurs du ministère. Profitant du fait que les postes budgétaires pour rémunérer les titulaires ne sont toujours pas créés, certains directeurs continuent de recruter des temporaires.

Inquiets au sujet de leur embauche, un certain nombre de ces vacataires se mettent en grève, soutenus par la CFDT et la FEN. La réponse ne tarde pas : sur proposition des chefs réactionnaires, les vacataires grévistes sont licenciés et les autres (non grévistes) gardés. Ainsi, pour ne pas heurter de front l'ancienne

l'administration, le cabinet du ministre et le chef du personnel nommé par le PS répondent aux injonctions de hauts-fonctionnaires giscardiens et n'hésitent pas à porter atteinte au droit de grève, au droit à l'emploi.

Vacataires et syndiqués se mobilisent de suite et envahissent le cabinet pour faire pression, ce qui n'est pas du goût des technocrates socialistes. L'intersyndicale appelle à un mouvement de l'ensemble du personnel pour le jeudi suivant afin de défendre les droits syndicaux, les droits à la grève et à l'emploi. Conscient de l'impopularité de ces mesures de licenciements, le cabinet fait marche arrière et décide, quelques heures avant le rassemblement des travailleurs du ministère que l'ensemble des vacataires sera repris et qu'un groupe d'étude se réunira pour résoudre le problème de fond du vacatariat. Grâce à la mobilisation de l'ensemble des fonctionnaires, les vacataires auront remporté une victoire contre ces directeurs, maintenant isolés, qui ne veulent pas entendre parler du changement et de la lutte contre le chômage.

Désormais, chacun est conscient qu'il faut chasser du pouvoir ce qui reste de hiérarchie de droite pour mener une autre politique favorable aux intérêts des travailleurs, génératrice d'emplois stables. Cette autre politique ne sera possible et effective que lorsque les travailleurs se mobiliseront à la base pour imposer à un pouvoir socialiste trop prompt à ménager les structures en place.

Correspondant
Ministère
de l'Education

Directeur de publication :
R. Rodriguez
Commission paritaire :
n° 62 712
Imprimerie IPCC (Paris)
Pour toute correspondance
écrire à
Pour le Socialisme
c/o Front Rouge
BP 88, 75922 Paris Cedex 19
Compte bancaire :
BNP 271-659-66

Les 23 mars se suivent et ne se ressemblent pas. L'année 1979 a vu des dizaines de milliers de sidérurgistes et de travailleurs dénoncer les licenciements et le chômage, fruit de la politique du gouvernement Giscard-Barre. Trois ans plus tard, c'est aux paysans, mobilisés par la FNSEA, d'occuper les rues de Paris. Aux yeux des dirigeants de la FNSEA une cible très claire : le nouveau pouvoir de gauche et son ministre de l'agriculture, Edith Cresson.

Que veut la FNSEA ? Sur quelle base parvient-elle à mobiliser une partie importante de la paysannerie ? Quelle est la réalité du changement à la campagne depuis le 10 mai ?

Ce sont les quelques unes des questions que nous avons posées à Bernard Lambert, l'un des principaux animateurs de la Confédération Nationale des Syndicats de Travailleurs Paysans.

Quel sont, à ton avis, les objectifs suivis par la FNSEA à travers les différentes mobilisations qu'elles organise aujourd'hui ?

La FNSEA a mis en place une politique qui est en crise depuis 8 à 10 ans. Elle a choisi délibérément de s'inscrire dans un mode de développement provenant de l'industrie agro-alimentaire et de la banque. Elle a tenu aux paysans ce discours : trois types d'agriculture coexistent, une agriculture très développée, type Bassin Parisien et grandes exploitations à base de main d'œuvre salariée et produisant principalement des betteraves, des céréales et des oléagineux ; les deux autres types d'agriculture se recrutent dans les autres secteurs de production où les exploitations sont peu développées. Seuls ceux qui ont un esprit d'entreprise peuvent s'en sortir à condition d'investir, d'industrialiser leur production, de travailler en étroite liaison avec les entreprises et la banque qui les entourent, d'être de véritables chefs d'entreprise. Il y a enfin ceux qui continuent de produire de manière archaïque, en investissant peu, en achetant peu de marchandises pour leur propre production et qui relèvent de mesures d'ordre social et qui devront disparaître.

C'est dans ce schéma que la FNSEA a inscrit les paysans. L'ennui c'est que, au moins en ce qui concerne la seconde catégorie d'agriculteurs, il ne fonctionne plus. Les coûts de production, les coûts de ce que les paysans sont contraints à acheter ou à investir ont augmenté beaucoup plus que ce que l'agro-alimentaire a accepté de leur payer au niveau de leurs produits. Tant que le pouvoir de droite était en place la FNSEA expliquait que c'était conjoncturel, qu'il fallait attendre que cela aille mieux. Elle demandait aux pouvoirs publics, en se faisant leur complice, d'attribuer quelques aumônes et quelques aides aux paysans, elle demandait des aménagements dans le domaine des prêts, que ceux-ci soient trans-



férés grâce à des subventions, c'est-à-dire grâce à l'impôt de tous les Français, pour reprendre la marche en avant.

Il n'était pas question pour la FNSEA de mettre en cause la politique gouvernementale qu'elle faisait sienne. Ainsi, le Président de la FNSEA qui a mis en place cette politique, Michel Debatisse, était devenu ministre des Industries agro-alimentaires sous Giscard.

Peut-on dire que la FNSEA poursuit aujourd'hui un projet politique directement lié à ceux des partis de droite ?

La FNSEA se sent aujourd'hui très à l'aise pour reprendre ses troupes en main, en faisant de la surenchère à la contestation, afin de sauver son appareil menacé par des organisations maintenant officiellement reconnues, qui lui sont externes. Elle n'a pas de peine, compte tenu du fait qu'elle n'a pas de complicité avec le pouvoir en place, à exprimer pleinement ce mécontentement et à l'amplifier. Elle constitue une véritable machine de guerre politique contre le gouvernement de gauche et je crois que l'on peut affirmer que, dans certaines conditions, par exem-

Quand la FNSEA part en campagne...

Entretien avec Bernard Lambert

ple, en cas d'approfondissement de la crise économique, marqué par une forte hausse de l'inflation, elle pourrait aller jusqu'à remettre en cause la légitimité du pouvoir actuel. Elle pourrait, d'une autre manière, jouer le rôle qui fut celui du syndicat des camionneurs au Chili. Il est certain que les dirigeants actuels de la FNSEA ont un projet politique et sont en liaison directe avec les forces de droite. Rappelons simplement pour illustrer l'« apolitisme » de la FNSEA, que son secrétaire général vient d'être élu conseiller général en Vendée sous l'étiquette UDF, et que les liens de son président, Guillaume, avec le RPR sont notoires. Ce même Guillaume qui, en mai 68, appelait de ses vœux une intervention de l'armée pour ramener l'ordre à Paris.

Sur quoi s'appuie la FNSEA pour maintenir son emprise sur la masse des paysans, y compris des plus pauvres d'entre eux, et les entraîner dans son entreprise réactionnaire ?

Elle joue sur l'état culturel des paysans. Pour comprendre cela, il faut avoir en tête un certain nombre de choses. Le paysan qui a reçu de l'extérieur non seulement le progrès mais également des modes de pensée et d'expression qui n'étaient pas les siens, qui a vu le monde de la finance déferler chez lui, lui imposer de nouveaux modes de production, qui a vu l'arrivée des techniciens apportant des réflexions d'origine urbaine, s'est senti relativement mis à l'écart, déconsidéré. Et il y a eu un repli sur des valeurs sûres, parmi lesquelles il y a le lieu où l'on échange, où l'on se comprend, qui est en gros la commune, ou le petit centre cantonal, où l'on dialogue, où l'on se socialise, où l'on n'est plus seul. C'est le marché, le jeu de boules, la messe, la partie de cartes. Il peut y avoir des conflits importants entre paysans, exister des divergences d'intérêt évidentes entre certains d'entre eux, ils se retrouvent néanmoins dans ce lieu, pour avoir un certain échan-

ge sur un pied d'égalité, sur le même mode de parler, de penser. La FNSEA a fondé toute la structure paysanne sur cela. Ce lieu de rassemblement, les syndicats locaux de paysans, est historiquement daté. Il remonte à 1940, à la corporation paysanne mise en place par Vichy. Les paysans étaient organisés à partir de leurs communes en syndicats, l'adhésion était pratiquement obligatoire. La corporation paysanne élisait des syndicats cantonaux, départementaux, au plan national, le syndic des syndicats était ministre de l'agriculture. Cette organisation verticale gérait la politique agricole de l'Etat, sous l'autorité du maréchal Pétain.

A la Libération les socialistes ont créé la Confédération Générale de l'Agriculture, en essayant de liquider le corporatisme, rassemblant dans la même organisation aussi bien les ouvriers agricoles que les coopératives, les mutuelles. Mais très vite, lors de l'arrivée de Pinay au pouvoir, la CGA a disparu, remplacée par la FNSEA qui s'est constituée en fondant ses structures sur celles de la corporation paysanne. Elle a fait jouer aux paysans le réflexe de l'unité professionnelle. Elle revendique aujourd'hui par exemple, une augmentation de 16 % des prix. Le petit paysan qui fait 250 quintaux de blé se dit, si j'ai 16 % cela me fera quand même un peu mieux. L'ennui c'est qu'il n'a pas la même productivité, il a des coûts supérieurs au gros céréalier qui possède 1 000 hectares dans le Bassin Parisien. C'est à lui que profitera l'augmentation et les écarts de revenus entre les deux iront croissant. La FNSEA joue aujourd'hui un jeu dangereux en remettant en avant les vieux démons du corporatisme. On peut craindre que le monde paysan qu'elle essaie d'enfermer dans un ghetto, en condamnant tout le reste, en n'hésitant pas parfois à réunir les paysans pour briser une grève ouvrière dans une industrie agro-alimentaire, mette du temps à évoluer, à changer de mentalité.

Comment la FNSEA est-elle parvenue à concilier la défense de ces idées corporatistes avec son soutien à la politique d'élimination massive des petits paysans dans les années cinquante ? Cette politique n'a-t-elle pas contribué à mettre en évidence l'existence d'une différenciation de classes au sein de la paysannerie, rompant avec la fiction d'une unité du monde paysan ?

Je n'ai décrit qu'un aspect du vieux fonds culturel existant à la campagne. Une autre idéologie s'est superposée à l'idéologie corporatiste. Elle provenait de deux sources : la première, ce sont les instituteurs. Ceux-ci sont venus à la campagne pour y apporter la science, la connaissance, le savoir, les lumières, pour lutter contre l'obscurantisme. Dans toutes les régions, et plus encore dans les régions catholiques, ils avaient affaire à forte partie. Ils devaient lutter contre le curé qui faisait prier pour qu'il pleuve ou qu'il fasse beau ! Ils ont expliqué aux paysans que le fait d'apprendre à lire, à écrire, de connaître des techniques, leur permettrait de prendre en mains leur vie, de mieux la maîtriser. Ils ont fait de la science une valeur en soi sans jamais expliquer aux gens qui l'apportait, qui en profiterait et au détriment de qui se ferait cette révolution technique.

La seconde source, c'est l'Eglise moderniste, que j'ai très bien connu puisque j'étais à la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne), qui allait plus loin encore que les instituteurs. Elle disait aux paysans : la peine sur terre pour racheter ses péchés dans l'autre monde, c'est fini, ce sont des idées passées. En fait, Dieu a créé des créateurs et vous êtes les agents de cette création. Il y a tout un discours fantastique sur ce thème : « Pour être des créateurs, vous devez maîtriser le progrès, le prendre en main, le modeler. Vous serez jugés là-dessus. Or, étant de bons professionnels, vous deviendrez des dirigeants de ceux qui vous entourent. Sinon personne ne vous reconnaîtra ». Cela a eu pour conséquence de culpabiliser profondément tous ceux qui étaient en dehors du progrès, c'est-à-dire l'immense majorité.

Cela reste vivant aujourd'hui encore. Quand un gars est en état de faillite, même s'ils sont très nombreux dans la région, il ne dit rien. S'il est catholique, il est en état de faute, de péché mortel. S'il est laïc, il n'a pas su assimiler le savoir, il est incompetent. Alors il se tait, il paie comme il peut mais il n'engage pas d'action collective. Le milieu le considère comme coupable, en le plaignant parfois.

C'est cela qui a permis à la politique très dure d'industrialisation des productions de se mettre en place et d'éliminer un grand nombre de paysans. Cela, la FNSEA le justifie. Dans une interview récente aux *Nouvelles littéraires*, Guillaume explique que ceux qui ne sont pas entrés dans le progrès parce qu'ils

n'avaient assez de compétences, ceux-là n'ont rien à dire.

Dans quelle mesure ces valeurs sont-elles remises en cause aujourd'hui ?

Ce qui est très fondamental, c'est que le modèle est en crise. Tant que le modèle semblait pouvoir bien fonctionner, avec des aides des pouvoirs publics, des subventions — présentées comme autant de mesures provisoires destinées à impulser les affaires, le modèle devant devenir rentable par lui-même — jusqu'en 1972-1973, tous les technocrates et hommes politiques de droite et de gauche disaient : « Nous savons bien que le secteur primaire doit transférer des hommes et des richesses vers les secteurs secondaire et tertiaire, c'est le prix à payer pour avoir une alimentation bon marché. Les unités de production archaïques, en autoconsommation, mettant peu de produits sur le marché, sont dépassées, on ne peut pas les défendre ».

L'élément profondément nouveau, c'est que les paysans qui sont dans le modèle se cassent la gueule, alors qu'ils sont installés depuis quatre, cinq, six ou sept ans. Et cela d'autant plus vite qu'ils sont nouvellement installés. Les prix de ce qu'ils achètent augmentent plus vite que celui de leurs produits. Ce modèle de développement agricole a en même temps pour conséquence de nous rendre massivement impotents à 50 ans. Le matériel humain le paie cher. Une enquête récente du MRJC a conclu qu'on arrivait à 3 200 heures de travail annuel par personne en agriculture. Dans ces conditions on peut s'appeler paysans travailleurs ! Nous détenons également le record en matière de suicides : 69 pour 10 000 paysans contre 21 pour 10 000 en moyenne nationale. Nous sommes également les recordmen des déviations de colonne vertébrale, pour les arthroses, les rhumatismes articulaires ; nous sommes en tête de toutes les catégories sociales pour les dépressions nerveuses ; même chose pour la drogue. Cela peut paraître bizarre d'affirmer cela : je parle de l'alcool. Les gens de la campagne, quand ils ne supportent plus, ils boivent et le malheur c'est qu'on les accuse individuellement d'être en faute. Ils cherchent un refuge dans n'importe quoi.

Peut-on réellement parler de mise en place, de la part du PS, d'une nouvelle politique agricole en rupture nette avec celle suivie antérieurement ?

Non. Ou alors, si le pouvoir a un projet, il ne le met pas en œuvre. De ce point de vue, ce qui se passe actuellement est assez regrettable. Le Parti Socialiste avait deux propositions clés avant le 10 mai : premièrement, les offices fonciers permettant le rachat de la terre par les capitaux publics ou para-publics et sa mise en location aux paysans qui ne veulent ou ne peuvent pas l'acheter. En d'autres termes,

on ouvrait un nouveau droit, le droit au fermage, plutôt que l'obligation de devenir propriétaire. Ceux qui voudraient le devenir le pourraient, mais ceux qui préféreraient être fermier le deviendraient avec un bail de carrière et les garanties d'un statut du fermage amélioré. Or, les projets de loi ne sont pas encore en débat et les premiers qui apparaissent sont très insatisfaisants car le pouvoir recule devant l'opposition de la FNSEA et du CNJA. Les premiers projets apportent peu de choses et mettent tellement de temps à se mettre en place que les gens ne voient pas concrètement de changement.

Deuxième réforme promise par le PS : les offices par produits, c'est-à-dire payer les paysans en dehors du marché. Leur but c'est de fixer les prix en payant les paysans de manière différente en tenant compte des coûts de production qui diffèrent selon les régions. Par exemple, un litre de lait fabriqué en plaine coûte moins cher qu'un litre de lait fabriqué en montagne. Avec les offices par produits, on tien-

vides de tout contenu. Cela va produire quoi ? Cela ne va certainement pas diminuer l'hostilité de la FNSEA. Les petits paysans qu'elle influence et que ces réformes auraient favorisé, leur permettant ainsi peut-être de comprendre que cette nouvelle politique valait mieux que la précédente, vont rester sous son emprise. Et les quelques paysans favorables au changement (c'est-à-dire environ un quart des paysans français) vont cesser de voter à gauche.

De plus, les deux grandes réformes promises par le PS sont à elles seules très insuffisantes. Il faut aller beaucoup plus loin et la Confédération Nationale des Syndicats de Travailleurs Paysans a, là-dessus, un programme très concret : remise en cause du productivisme et du modèle de développement actuel ; prise de mesures d'ordre législatif pour empêcher la FNSEA de gérer l'agriculture. Parce qu'en effet, c'est elle qui gère les instituts techniques de développement financés par le budget, c'est elle qui gère les prêts bonifiés financés par l'argent des

Comment la CNSTP conçoit-elle ses rapports avec le nouveau gouvernement ?

La CNSTP est une organisation autonome et qui entend bien le rester. Elle ne peut pas être indifférente à ce que fait le pouvoir. Cela a des conséquences immédiates sur la perception que les paysans peuvent avoir d'une autre politique agricole. Mais il n'est pas question pour la CNSTP de passer son temps dans les cabinets ministériels et les négociations à froid. Nous continuerons notre action syndicale pour faire valoir des droits qui ne sont pas reconnus pas la loi. Par exemple, nous avons organisé récemment une manifestation de 1 500 à 2 000 paysans à Redon, parce que les offices par produits sont sans contenu. Nous ne négligeons pas le changement intervenu le 10 mai, mais nous refusons de jouer tout rôle de courroie de transmission à l'égard du pouvoir.

Peux-tu rappeler brièvement comment s'est constituée la CNSTP ?



drait compte des coûts de production différents pour fixer le prix du litre de lait. L'office établirait une péréquation pour obtenir un prix moyen. On demandait également que, pour des volumes déterminés à l'avance par travailleur — les quantums — il y ait un prix établi pour payer à la fois les charges du paysan et son travail. Ces volumes de production auraient été fixés une fois par an, on aurait discuté de notre temps de travail et de son paiement. Cela aurait constitué un lieu pour négocier notre force de travail.

Cela faisait partie des promesses du PS et du Président de la République lorsqu'ils étaient candidats. Et aujourd'hui, dans le dernier secteur, celui des garanties de revenu, on nous explique qu'on ne peut pas le faire parce que Madame Thatcher n'est pas d'accord. Il fallait nous expliquer pendant la campagne électorale que la mise en place d'une politique socialiste en agriculture dépendait de la bonne volonté de Madame Thatcher !

On prépare des projets de loi

contribuables, qui gère leur distribution ainsi que celle des indemnités viagères de départ. Elle peut faire du clientélisme, elle a l'appareil de l'Etat entre ses mains.

Nous revendiquons également de nouveaux droits pour les paysans, notamment le droit d'intervention collective sur ce qui les concerne : la distribution du sol, le paiement de leurs produits, leur temps de travail, les prêts dont ils ont besoin pour travailler. Nous voulons des capacités d'interventions individuelles et collectives, c'est-à-dire des droits syndicaux.

De même, pourra-t-on demain devenir paysan si l'on n'a pas d'argent et si l'on n'a pas l'intention de capitaliser ? Mettra-t-on en place un dispositif permettant d'ouvrir la profession aux plus pauvres ? Des modifications profondes sont nécessaires pour créer un nouveau statut paysan. Il faudrait une nouvelle loi d'orientation. Or, le PS a très peu de choses à proposer et n'entame pas ces réformes fondamentales.

Depuis une dizaine d'années, des organisations paysannes autonomes par rapport à la FNSEA étaient apparues, soit au plan national, soit au niveau des départements. Ces organisations représentaient environ 3 000 militants. Un processus de réunification s'est engagé dès l'hiver 1980-1981, accéléré par le 10 mai, et nous nous sommes regroupés en Confédération Nationale le 4 juin. Depuis nous avons multiplié par plus de cinq le nombre de nos adhérents et nous sommes présents dans une soixantaine de départements.

Qui adhère à la CNSTP ?

La CNSTP recrute pour moitié des paysans hors système et pour moitié des paysans qui sont dans le système et qui se considèrent exploités par celui-ci. C'est probablement sa plus grande force.

Propos recueillis par Yves DERENNE

Pour le Socialisme - 5

Il y a bien de quoi être désorienté par la tournure que prend le débat au sein du parti. Ces quelques lignes voudraient situer les oppositions apparues dans leur contexte politique et proposer les pistes du dépassement théorique auquel nous provoquons ce qu'il faut bien appeler notre crise.

A mon sens, quatre couples d'oppositions au moins se dégagent, à ce stade de la discussion sans se recouper.

Le premier a été caractérisé ainsi : développement positif de l'organisation ou mise en place de garde-fous « anti-totalitaires ». Il est clair que la « deuxième problématique » a bien

perspective, que nous abordons avec des sensibilités variées nourries à des cultures politiques bien différentes malgré ce qui nous rassemble. La tentation existe alors d'ériger en certitude universelle ce qui n'est que transmis culturel ou, plus subtilement, de ne justifier que par référence à la tradition, à l'identité commune, ce qui peut - et doit - être démontré rationnellement. Ainsi peut se développer une forme d'opposition interculturelle au sein du parti.

Comment comprendre autrement certains refus de débattre ? Ou des analyses sommaires comme celle qui renvoie nos difficultés actuelles à un trop grand laxisme dans le recrutement du parti ces der-

frontement interculturel à quoi pourrait se réduire certaines professions de foi auxquelles nous assistons.

Au-delà de l'affrontement interculturel

Ce triple blocage ne saurait être dépassé en effet que par la résolution d'une quatrième contradiction sous-jacente : contradiction entre des pensées politiques diverses de type conformiste, induites au pre-

tension entre deux modes d'appropriation de la théorie : un mode passif, induisant un attachement au parti et à son projet de type global, conformiste, et qui nous portait au dogme, à la répétition des schémas économistes et un mode actif, mettant le politique, le rationnel, aux postes de commande et nous poussant à l'expérimentation, la vérification, la critique matérialiste.

Le premier mode de politisation ne nous appartient pas en propre, c'est sans doute le mode commun de l'adhésion politique qui prend des formes particulières. Par contre, à partir de la scission de l'HR, les différents mouvements de rectification apparaissent comme

Cultures, rapport à la théorie les enjeux d'un débat politique

inspiré certaines propositions. Même si les conditions de son apparition ne paraissent pas avoir été bien cernées et si, en conséquence, le terrain est laissé relativement libre à son développement, il reste qu'un consensus semble s'être fait sur la nécessité d'une claire délimitation du parti.

Le second a été illustré par la grande difficulté à se situer de bien des camarades : il y a de telles différences de niveau politiques que les débats paraissent à certains trop abstraits, comme variations d'intellectuels papillonnants, tandis que d'autres en viennent à douter de la possibilité du dialogue.

Le troisième résulte de notre diversité culturelle : dès lors que notre corps de référence se trouve ramené à une plus juste délimitation, une zone d'incertitude s'ouvre à notre

nières années ? Ou des remarques comme : « On n'est plus chez nous », entendues ici et là ? N'est-ce pas la marque d'un raidissement culturel chez certains camarades attachés aux valeurs de la première culture ouvrière ? Leur réaction peut être d'autant plus vive que c'est bien à l'école de cette culture que nous avons appris l'essentiel des références théoriques qui sont les nôtres et dont elle était en quelque sorte dépositaire.

Le repli culturel n'est pas cependant l'apanage d'une sensibilité : n'est-ce pas ce qui fonde aussi certains démocratismes ou des distances prises bien rapidement avec la tradition communiste ?

Mais il ne s'agit pas ici de discuter longuement des mérites comparés de l'une ou de l'autre culture, à ce stade ce ne serait pas autre chose qu'un jeu stérile. Stérile comme l'af-

mier chef par des schémas culturels non critiqués d'une part et, d'autre part, une adhésion rationnelle, consciente, de type scientifique.

Il ne s'agit pas ici de nier toute la charge affective qui légitimement s'attache à la perspective communiste, encore moins d'étiqueter hâtivement les camarades, mais de bien tirer les conséquences d'une avancée : notre dégagement formel de l'économisme.

Dire, comme nous le faisons, que l'héritage marxiste que nous avons reçu était marqué d'économisme, s'engager en conséquence dans la prise en compte des facteurs culturels dans toute leur dimension explicative du politique comporte deux corollaires.

Il nous faut tout d'abord reconnaître le caractère ambivalent de notre pensée antérieure aux Nouvelles Orientations. Toute notre histoire est en effet parcourue par une

autant d'avancées du second mode de politisation, qui tend à devenir la norme, prend chez nous une importance inusitée dans la plupart des formations politiques, fait de notre parti un regroupement au style extrêmement original, marqué entre autres par une grande qualité de l'écriture et une forte exigence de rationalité dans les débats, et s'épanouit dans les Nouvelles Orientations.

Le théorique et les enjeux politiques

Mais il faut bien voir aussi que le passage au stade supé-

Tribune de discussion du 4^e Congrès du PCR

rière de connaissance auquel nous sommes provoqués implique la mise en jeu d'une nouvelle rationalité qui nous fait défaut dans nos débats actuels et qui est loin d'être pleinement explicitée - nul ne songera à le nier - par les textes jusqu'alors fournis par le parti.

Au contraire de la déviation économiste avec laquelle le marxisme nous a été transmis et qui, sous-estime les facteurs culturels, laisse libre cours à leurs déterminations implicites voire inconscientes, cette nouvelle rationalité devra s'étendre à l'analyse en profondeur et à maîtrise consciente des phénomènes culturels.

A mon sens, c'est à la lumière de cette exigence théorique que le débat en cours non seulement s'éclaire mais prend toute sa dimension politique.

La mise à jour de cette nouvelle rationalité n'est pas seulement une nécessité interne en effet, c'est la condition de toute avancée décisive dans la construction d'une nouvelle hégémonie.

Seule l'organisation qui la possédera sera en mesure d'œuvrer efficacement au mouvement unitaire dont nous avons besoin. Elle seule pourra synthétiser les apports positifs de ses divers constituants en valorisant leurs caractères communs et subversifs, alors que la tendance actuelle paraît être au repli sur les valeurs particulières à chaque culture ou à l'acceptation du compromis vulgaire et plus ou moins boiteux à direction républicainiste de gauche que constitue le parti socialiste.

Avancer dans la prise en compte du subjectif et du culturel est donc bien une condition du déblocage. Mais on ne peut en rester à ce constat, il faut proposer.

Réfléchir sur le culturel

Les développements théoriques à produire sont à mon avis de natures différentes. Il y a une réflexion de fond, objet de recherche à moyen terme, sur laquelle je m'étendrais peu dans le cadre de cette contribution-ci et portant sur la définition du culturel, ses rapports avec l'économie et le politique. Il s'agira de reconnaître ici que le marxisme s'est fort peu développé dans cette direction, que, par contre, un immense corps d'expérience a été constitué sur ce point par les « sciences humaines » : ethnologie, sociologie, psychologie, psycho-sociologie... Il est vrai que ces savoirs, qui se sont développés le plus sou-

vent hors du champ marxiste, posent un certain nombre de problèmes épistémologiques auxquels il faudra répondre.

D'ores et déjà, la consultation de leurs travaux, sans naïveté mais sans a-priori, en marxistes, constitue cependant une tâche incontournable. Au demeurant, n'est-ce pas là ce qui fait le fond - pas toujours bien digéré - de toute une culture développée depuis 68 et avec laquelle il nous faut dialoguer ? Dialogue que nous mènerons avec d'autant plus d'assurance que la réflexion marxiste la plus avancée, par la définition dialectique du rapport entre infrastructure et superstructure lui ouvre des pistes fort intéressantes.

A mon sens, cette recherche doit déboucher notamment sur une théorie de la production des idées qui complète les critères de vérité précisés par la théorie maoïste de la connaissance et s'articule avec un approfondissement de la dialectique matérialiste. Elle doit être menée aussi loin que possible au cours de la définition du contrat, mais ces développements essentiels me paraissent plutôt une tâche à nous fixer pour la période ultérieure, elle doit explicitement faire partie de notre programme d'étude.

Rappel de méthode

Toutefois, plus directement, deux avancées conditionnent l'évolution ultérieure de nos travaux. La première est un rappel, la seconde une ouverture.

Un rappel : celui d'un développement bien oublié mais qui me semble appartenir à notre compréhension de la dialectique maoïste : le caractère contradictoire de toute proposition fait que l'erreur ne saurait être pleinement caractérisée tant que l'élément de vérité qu'elle contient nécessairement n'a pas été intégré dans un système d'explication juste. Le reconnaître ne signifie pas bannir la polémique pour se limiter à la critique interne mais oblige à plus de rigueur dans le débat.

Mais il y a une formule qui autrefois était en valeur dans le PCR : s'appuyer sur le positif pour combattre le négatif.

Il faut y revenir faute de quoi il n'y aura pas plus de débat à l'intérieur du parti que de recherche hégémonique à l'extérieur.

Etre plus créatifs

Une ouverture : il faut faire du parti un lieu plus créatif.

Des suggestions ont été faites dans ce sens, portant sur l'organisation, le système d'éducation. A mon sens, ce sont nos conceptions qu'il faut d'abord modifier. Nous avons vécu jusqu'à présent sur une image quelque peu schématique de la production intellectuelle : examen des faits, concentration des idées à la lumière de la théorie déjà constituée, vérification, expérimentation. Dans ce schéma pratique-théorie-pratique, nous étions essentiellement, comme il a été dit, les expérimentateurs du dogme et ce dont il n'était pas question, c'était de nos subjectivités particulières. Celles-ci pourtant n'ont-elles joué aucun rôle ? N'étions-nous que de neutres collecteurs ou transmetteurs d'idées et d'informations ? Certainement pas, mais c'est bien à cette discipline que nous tentons de nous conformer.

Or, je pense que, si ce modèle induit une forte exigence de rigueur, clairement perceptible dans nos débats, il a aussi un effet inhibitif en ce qu'il laisse de côté toute la fonction créative que peut avoir précisément la subjectivité. Par là s'explique à mon avis, pour l'essentiel, la difficile prise en compte du théorique par l'ensemble des camarades, le fait que la participation de chacun à l'élaboration de la ligne soit encore si mal réalisée.

Désormais, nous devons nous regarder, quels que soient nos métiers ou formations, comme un regroupement d'intellectuels liés au peuple ; c'est la condition indispensable à notre pleine constitution en intellectuel collectif de la classe ouvrière.

Que faire pour que partout un rapport actif à la théorie se substitue donc à son appropriation plus ou moins passive de l'extérieur ?

Non seulement chacun doit être exécuteur, vérificateur, expérimentateur conscient de la ligne mais plus que par le passé, il doit pouvoir investir une recherche, une problématique personnelle, répondre aux questions dont, parfois à son insu, il est porteur, de par sa culture, son milieu, ses mobiles et bien entendu ses tâches militantes.

Dans cette conception, ce qui doit être synthétisé - et donc valorisé - ce ne sont pas simplement des informations et des idées - celles des masses - extérieures aux camarades, ce sont leurs propres apports, si modestes qu'ils puissent paraître.

Ce faisant, le parti, non seulement stimulera la réflexion de chacun mais sera mieux à même de jouer son rôle d'intellectuel collectif en devenant un véritable laboratoire du dialogue interculturel.

Car il ne s'agit pas ici de concession au subjectivisme, il s'agit de mieux comprendre les mécanismes de la production

intellectuelle, qui n'est pas simple abstraction des faits mais confrontation de ceux-ci à toute une série d'informations accumulées, d'images, de connaissances de toutes sortes qui ne se résument pas à la « théorie antérieurement accumulée » mais que l'on commence de prendre en compte quand on parle de « cultures » ou de « débat d'idées ».

S'engager dans une telle démarche ne nous écarte en rien de la théorie maoïste de la connaissance, à mon avis dépassée, mais la précise en tant qu'elle nous fournit essentiellement une explication ultime à l'origine des idées justes, la pratique, et un critère de vérité, la sanction des faits, non une méthode de recherche achevée.

Comportements

Cela implique cependant la définition d'espaces nouveaux où cette recherche pourra se déployer plus librement que par le passé : les commissions peuvent parfaitement être ces lieux. Cela suppose surtout l'acceptation dans la discussion d'un certain désordre provisoire des conceptions, une plus grande reconnaissance du droit à l'erreur, corollaire obligé de la notion de contrat. Or, les discussions récentes nous ont fourni à cet égard un certain nombre d'exemples caricaturaux et même franchement régressifs : exiger de points de vue naissants qu'ils rentrent dans le cadre d'une problématique entièrement cohérente tout en refusant de répondre aux questions qu'ils tentent de prendre en compte ou en renvoyant leur examen aux calendes, voilà le plus sûr moyen de stériliser le parti, de décourager toute pensée originale, de faire le lit dans nos rangs des théories de l'antitotalitarisme que l'on prétend combattre.

En termes positifs, notre réflexion collective, centralisée, doit mieux prendre en compte les apports personnels des camarades, pour cela, elle doit plus souvent solliciter les points de vue des militants.

Les mesures organisatives proposées vont bien dans ce sens mais resteront sans effet si leur philosophie implicite ne s'en dégage pas plus nettement, tant il est vrai que les conceptions jouent ici le premier rôle.

Maîtres-élèves

Mais dira-t-on, n'y a-t-il pas là idéalisme ? N'est-ce pas nier

l'existence irréductible de niveaux d'appropriation du politique ? N'est-il pas inévitable que la production théorique appartienne au premier chef à des éléments plus formés, développant un travail spécifique auquel chacun ne peut avoir sa part ?

Sans doute, et il est évident qu'à exiger des camarades une adhésion complètement motivée et rationnelle (par définition jamais réalisée à 100 %), on tomberait vite au pire dans la secte intellectualiste, au mieux dans le club de libres réflexions, deux écueils que nous avons toujours voulu éviter. A moins de se limiter à une école de science politique, ce qui pourrait être tout-à-fait respectable mais nous éloignerait de notre objet : la transformation sociale. Aussi faut-il préciser les enjeux : ce qu'il s'agit de construire sous ce rapport c'est un parti qui organise l'évolution de tous ses membres vers un rapport de plus en plus actif, productif, à la théorie et à la politique révolutionnaires.

Cela n'exige pas seulement d'injecter plus de théorie dans les écoles, cela exige d'abord de transformer nos relations mutuelles pour libérer l'énergie créatrice dont chacun de nous est le siège, de valoriser non seulement l'étude livresque mais surtout la réflexion personnelle à partir de l'expérience directe des camarades, domaine dans lequel chacun peut apporter quelque chose.

Il existe à cet égard toute une réflexion pédagogique dont nous ferions bien de nous inspirer et qui pourrait profondément enrichir nos écoles comme nos réunions à conditions de l'adapter à nos besoins spécifiques.

Ce faisant, nous ne ferions que suivre l'exemple d'un marxiste comme Gilbert Mury, qui, n'ayant pas peur des audaces intellectuelles, s'inspirait dans son activité de formateur des travaux du psychologue américain Carl Rogers et a même écrit un livre utile sur la non-directivité à laquelle il accordait une valeur révolutionnaire.

Transformant, révolutionnant dans nos propres rangs le rapport maître-élève, rentreront dans les actes les exigences mises à jour par les Nouvelles Orientations et concernant précisément : le rapport au travail, le rapport au pouvoir, les rapports inter-personnels. Qui ne voit ce qu'une telle transformation, réussie, pourrait apporter de nouveau et d'enthousiasmant dans le champ politique ?

Frédéric FERRER

Le 12.4.82.

LES nouvelles orientations ne sauraient à mon sens être réduites à l'élaboration d'une théorie rendant mieux compte des contradictions fondamentales de notre époque. Elles doivent fournir les éléments d'une recomposition de la pratique des communistes : ajustement de leur politique, réforme du style de travail, nouvelle manière d'aborder les problèmes posés dans le cours de la lutte des classes. Car la théorie que nous visons aujourd'hui à produire a un objet et un enjeu : la formation sociale du pays, la révolution et l'avancée vers le Communisme.

Pour cette raison, je souhaite rendre compte de la pratique dans laquelle je suis engagé. Sous ce rapport, quelles transformations ai-je cru bon d'opérer ? Peuvent-elles témoigner d'une appropriation de la problématique inscrite dans l'énoncé des nouvelles orientations ? Il me semble qu'il y ait là matière à échanger des points de vue au sein du Parti.

du site actuel (III^e arrondissement de Lyon) revêt un enjeu politique particulier pour le PCF. Celui-ci, tout comme la CGT locale, s'oppose à tout transfert hors du quartier, pour des raisons qui sont à éclaircir. Mais pour l'instant, parmi ces raisons, sont invoquées les disparitions multiples d'entreprises depuis quelques années, avec leurs conséquences : la disparition des petits commerces, des écoles... La COURLY (Communauté urbaine de Lyon) et en particulier le maire de Lyon, Collomb, ne seraient-ils pas visés, en vue des échéances électorales ?

Une nouvelle manière de lutter

Dans ces conditions, quelle peut être la tactique et les objectifs syndicaux ? Mais, au delà, comment les communistes envisagent-ils de lier la lutte

difier les méthodes d'investigation par la création de groupes de recherche pluri-disciplinaires traitant les problèmes sociaux dans leur globalité, plutôt que par le biais d'une science qui prétendrait les résoudre à elle seule. D'autre part, les boutiques de sciences auraient pour fonction, non pas de se servir des acteurs sociaux pour fournir des thèmes de recherche intéressant la carrière des scientifiques, mais d'élargir le champ des connaissances pour ceux qui veulent maîtriser leurs conditions d'existence. Enfin, le projet devrait être reconnu légalement, ce qui suppose l'octroi par les pouvoirs publics, locaux, ministériels, de droits nouveaux, de moyens financiers, de locaux, de postes de travail. Des démarches auprès du gouvernement ont donné lieu à la constitution d'une commission d'étude inter-ministérielle, regroupant les ministères du Temps libre, de la Recherche et de l'Éducation nationale. C'est d'ailleurs explici-

mentation est en cours. Nous refusons la politique du fait accompli. Mais, étant donné la faiblesse des moyens dont nous disposons, nous sommes aujourd'hui dépendants de cette politique. La collaboration de la boutique de sciences peut faciliter nos recherches. Elle peut être un moyen efficace pour devancer les projets patronaux en fournissant des éléments d'information, de formation, d'analyse, libérant les capacités d'initiative des travailleurs et des militants. L'objectif étant, sinon de parvenir à un contre-projet, du moins d'étayer une position qui conteste la direction et soit mobilisatrice. Devancer la direction dans un délai d'un an ou deux, au lieu de réagir après-coup, voilà une idée intéressante.

Le rapport Auroux fait mention du droit de recours aux experts, du droit de faire du CE un organe de propositions, de contrôle, d'étude, en cas de faillites d'entreprises par exemple. Tout ceci nous semblait in-

Une façon de comprendre les nouvelles orientations

Je ne citerai, parmi les modifications introduites dans la pratique militante, qu'un seul exemple, qui concerne la lutte contre les projets de restructuration à l'intérieur de l'entreprise Renault Véhicules Industriels. Dans un délai situé entre 1983 et 1985, les deux magasins centraux de pièces de rechange, l'un situé à Lyon, l'autre près de Caen, à Blainville, seront touchés. Il est fort possible que notre établissement soit transféré complètement à 30 km de Lyon. Nombreux sont les travailleurs qui ont été confrontés aux problèmes posés par les restructurations capitalistes. Le bilan est négatif en général. Le nôtre revêt des aspects particuliers. Cependant, parmi les conséquences certaines, on peut citer les problèmes d'emploi, de formation professionnelle, de conditions de travail, de relations sociales, et notamment en ce qui concerne les rapports de pouvoir; une modification des rapports habitat-lieu de travail-loisirs-vie familiale, culturelle et sociale; tout ceci sur fond de modernisation (automatisation-informatisation). De plus, une enquête, même succincte, de la section CFDT, semble faire apparaître que la disparition de l'entreprise

contre la restructuration capitaliste avec l'objectif stratégique, le socialisme ?

La gauche est au pouvoir; le « changement » est un mot à la mode, des aspirations à une profonde transformation de la société s'expriment et traversent non seulement la classe ouvrière, mais aussi d'autres classes et groupes sociaux. Il y a donc un champ du possible pour les travailleurs et les communistes, alors qu'on pourrait quelquefois désespérer du fait de la crise économique, de la faiblesse de la syndicalisation, des luttes.

Or, il se trouve que la section syndicale CFDT a reçu, il y a à peine deux mois, une lettre émanant d'un groupe de chercheurs, d'universitaires de Lyon-II... Cette lettre, envoyée à toutes les sections, CGT et CFDT, d'entreprises de plus de 500 personnes invitait à créer une « boutique de sciences » à Lyon. D'autres projets sont en cours au niveau national. Citons seulement quelques villes : Lille, Clermont-Ferrand, Paris, Grenoble, Marseille. Quel en est le projet ?

Décentraliser la recherche, l'adapter mieux à la demande sociale (syndicats, associations, groupes de personnes...). Mo-

tement à partir des velléités de changement exprimées par la gauche avant le 10 mai, que les animateurs du projet entendent agir pour obtenir la reconnaissance des « boutiques de sciences ».

Cette proposition a retenu aussitôt l'attention de quelques-uns, au sein de la section syndicale CFDT, et après une série de discussions, celle-ci a décidé de faire une demande de travail en commun avec la boutique de sciences, concernant les projets de restructuration de l'entreprise.

Tenter l'expérience

Il paraît possible en effet de préparer une mobilisation large et consciente des travailleurs, à partir d'un travail syndical plus riche, autour d'objectifs clairement élaborés et justifiés, prenant en compte, à partir d'une étude plus globale, plus diversifiée, toute une série d'aspirations qui contrecarrent la logique patronale du profit.

L'intérêt du patronat est de livrer le moins possible d'informations sous le prétexte que l'étude des projets de restruc-

suffisant, mais tout de même intéressant. Le rapport est trop velléitaire. Il ne décrit pas les moyens. Et surtout, il limite l'indépendance des travailleurs vis-à-vis des membres gestionnaires du capital. La boutique de sciences va plus loin. Elle décrit un moyen plus conforme aux besoins. Depuis que nous avons commencé à travailler avec elle, il nous a été possible d'envisager une association plus large des travailleurs à la construction d'un point de vue sur les problèmes qui les concernent. Pour l'instant, les effets sont très limités en ce domaine. Mais ils sont néanmoins concrets. Et des perspectives ont d'ores et déjà été dégagées, qui concernent à la fois la sécurité, les conditions de travail, la sensibilisation, par la formation, aux nouvelles technologies (informatique), tout ceci pouvant peut-être déboucher sur de nouvelles revendications par exemple.

Voilà qui donnerait un contenu plus précis à la revendication de Conseils d'atelier, revendication qui ne va pas de soi et qu'il faut concrétiser si on veut qu'elle corresponde à une avancée sous le rapport des luttes de pouvoir au sein de l'entreprise.

Réformisme ?

On peut se demander s'il n'y a pas là volonté de faire du nouveau pour le nouveau sans que cela s'inscrive dans une problématique révolutionnaire. Autrement dit, quel rapport avec les Nouvelles Orientations ?

L'opposition frontale des syndicats face aux gouvernements de droite a eu un effet sur la façon de lutter qui opposait des revendications et une stratégie que j'appellerais « de refus », sans que celle-ci soit située sur le terrain d'une réflexion sur le changement de société, si ce n'est une vision du socialisme relativement générale et inadaptée. Le développement de la crise d'une part, la victoire de la gauche d'autre part, en même temps que la crise des modèles de socialisme, ont créé des conditions nouvelles, dont les forces politiques et syndicales doivent impérativement tenir compte.

que de sciences et lutte contre la restructuration au sein de RVI.

La boutique de sciences, c'est un regroupement de personnes, des intellectuels au sens propre du terme; une trentaine de membres au moins. Nous travaillons avec une dizaine d'entre eux pour l'instant, mais il semble que la commission soit appelée à s'élargir : ergonomes, chercheurs en économie, architectes des bâtiments industriels, informatique; psychologues. Ils travaillent dans des laboratoires du CNRS ou autres organismes, en sont parfois les directeurs de recherche. Ce sont d'anciens militants d'extrême-gauche, ou encore militants : affiliation (ou antécédents) trotskyste ou maoïste. Ou bien situés simplement à gauche. Actuellement, des contacts sont établis avec un laboratoire du CNRS dirigé par un militant du PCF, mais qui compte également des militants d'extrême-gauche et du PSU.

Outre le travail spécifique que nous réalisons avec eux, sont menées progressivement

d'« organisation progressiste unitaire » ?

Mais il y a peut-être autre chose encore : une lutte qui dépasserait le simple cadre revendicatif pour se donner les moyens, et surtout donner les moyens à la classe ouvrière de contester globalement ce qui est considéré par le patronat comme son apanage, à savoir la politique industrielle globale de définition, d'organisation, d'utilisation de la production, et de ses conséquences sur l'organisation de la vie sociale. C'est à ce niveau que me vient en mémoire une idée décrite dans le « Manifeste pour le Socialisme »; la classe ouvrière doit conquérir les moyens pour rassembler les éléments nécessaires à l'élaboration de son propre point de vue, d'ensemble, sur des problèmes politiques et sociaux qui la concernent. On pourrait alors songer que la question de la rupture révolutionnaire est estompée, oubliée, refoulée. Je ne le pense pas. Ce qui est visé, c'est à la fois une lutte efficace aboutissant à des résultats, même insuffisants, limitant la casse;

se le cadre de la revendication particulariste et égalitaire pour se hisser à un niveau où elle s'affirme par la définition d'un système cohérent de choix politiques, de valeurs culturelles, dont le contenu s'impose à la société comme une solution universelle ou tout au moins valable pour la majorité, contre la minorité oppressive. Elle doit prendre alors la mesure de ce qui lui manque, de ce qu'il lui faut parcourir comme chemin pour exercer son hégémonie. Elle ne peut pas s'auto-proclamer, elle doit prouver. C'est malheureux à dire, car non seulement elle est la classe la plus exclue, mais de plus elle doit prouver que c'est bien avant tout par elle que doit se réaliser le socialisme. Mais que peut-elle faire d'autre ?

C'est pour cette raison qu'il me paraît très important que nous ne luttons pas seuls contre la restructuration de notre entreprise; et que nous allions puiser des ressources supplémentaires parmi les forces sociales susceptibles de servir nos intérêts. Ainsi, il me semble que nous devrions passer con-

Une façon de comprendre les nouvelles orientations

(suite)

Elles doivent le faire, si elles veulent redynamiser les luttes. Dans le même temps où ces luttes se sont faites moins nombreuses et moins riches de portée révolutionnaire, où la syndicalisation stagnait ou baissait, tout une série d'interrogations politiques traversaient les institutions, les syndicats et les partis de gauche. Le Parti a progressivement pris en compte ces phénomènes, à commencer peut-être par une première tentative avec la parution du « Manifeste pour le Socialisme ». Puis l'appel 7, et enfin la définition actuelle des Nouvelles Orientations : critique de l'économisme, détermination des « trois rapports » comme manifestations essentielles de la contestation anti-capitaliste dans la société, nouvelle grille d'analyse de classes, définition de la « recherche hégémonique », élément essentiel pour la préparation de la révolution et la direction du mouvement par la classe ouvrière. C'est cet ensemble de propositions qui m'a inspiré, à tort ou à raison, afin d'œuvrer à ce que la section syndicale de l'entreprise s'attache la collaboration de la bouti-

et de façon plus ou moins formelle des discussions sur le statut des intellectuels, leur rapport au mouvement de la classe ouvrière, aux organisations politiques, notamment le PCF. La section syndicale CFDT a eu également un premier contact avec son homologue de la CGT en vue d'une lutte et d'un travail communs avec la boutique de sciences. La possibilité a été évoquée de contacter les comités de quartier, grâce aux liens entretenus avec eux par la CGT, dans la mesure où, selon la CGT, ceux-ci sont mobilisés par les projets de disparition de l'entreprise et son déménagement à l'Isle-d'Abeau.

Ainsi s'ébauche déjà une démarche qui opérerait la jonction autour d'une lutte d'entreprise de plusieurs mouvements sociaux (syndicats, comités de quartier, boutique de sciences), de composantes politiques et sociales diverses, à partir d'objectifs, qui certes doivent être confirmés, mais qui s'annoncent tout de même comme des objectifs anti-capitalistes.

N'y a-t-il pas là une concrétisation possible de cette idée

et une politisation plus grande qui s'effectue au fur et à mesure que seront cernés les limites, les obstacles imposés par la nature capitaliste de la société, la nature des forces politiques agissantes. Il reste à espérer que le Parti joue son rôle dans cette nécessaire clarification politique. A bon entendeur, merci...

Il reste un dernier point. Celui du rôle vers lequel doit tendre la classe ouvrière, la recherche hégémonique. Ceci peut paraître présomptueux. Peut-être. Car il est vrai que dans mon entreprise, on en est loin. Mais que faire, sinon un effort d'expérimentation, de confrontation à la réalité ? Je veux parler de la démarche. Une démarche à travers laquelle la classe ouvrière s'ouvre sur l'extérieur, tisse des alliances, tente de les maîtriser, de les orienter vers un objectif anti-capitaliste, vers le socialisme.

Il ne suffit pas que la classe ouvrière soit la classe la plus exploitée pour que lui soit reconnu son rôle dirigeant dans la société. Il faut, je crois, que sa conscience de classe dépass-

trat avec les intellectuels, ou une partie d'entre eux, dans la mesure où nous constatons des convergences : remise en cause de la logique du profit, attention portée aux « coûts sociaux », à la critique des rapports de pouvoir dans la société capitaliste. A partir de là, à nous de nous approprier ce qui nous est nécessaire parmi les informations, les pistes de réflexion, les sources de renseignements, les éléments d'analyse qui nous sont fournis par eux. Nous ne pouvons prétendre nous substituer aux intellectuels, nous en passer ou les assujettir, de même qu'il n'est pas question non plus de nous en remettre à eux pour qu'ils nous dictent ce que nous devons faire. Mais nous devons échanger, confronter, pour construire, sans la décréter, une nouvelle hégémonie.

Dans cette démarche, le projet que j'ai tenté de décrire constitue un élément, non pas le seul, ni sans doute l'élément déterminant. Mais je crois que c'en est un.

Thierry, Lyon

Le « livret rose » va bientôt voir le jour. C'est, en tout cas, Mitterrand lui-même qui l'a annoncé. Un tel livret répond à la promesse faite par le PS lors de son congrès extraordinaire de janvier 1981, de protéger l'épargne en indexant, c'est-à-dire en calculant un taux d'intérêt au moins égal au taux d'inflation, un livret A des Caisses d'Epargne par famille (dans la limite d'un plafond de 49 000 francs, les intérêts s'élèvent à 8,5 % et sont exonérés d'impôt).

Des promesses électorales au livret rose

Or, les dispositions adoptées pour la mise en œuvre de ce nouveau livret sont très éloignées du livret A. En effet, le plafond du livret sera de 10 000 francs en deux ans au maximum (soit 20 000 francs si les deux conjoints en ouvrent un) et l'indexation ne jouera que si les sommes sont déposées plus de six mois, sans quoi le régime accordé sera celui du livret A. Mais surtout, le livret rose ne sera accessible qu'aux seules personnes dont le montant de l'impôt sur le revenu est inférieur à 1 000 francs, ce qui représente environ 7 millions de familles d'après diverses estimations.

L'écart entre ces deux propositions tient au caractère irréalisable de l'indexation du livret A des Caisses d'Epargne et de prévoyance ou de la Caisse nationale d'Epargne (de la poste). En effet, les 440 milliards de francs déposés sur les livrets A financent de façon quasi-exclusive les investissements des collectivités locales et le logement social à des taux d'intérêts inférieurs aux taux d'inflation (par exemple, en 1980, ces taux étaient de 11,15 à 11,75 % pour une inflation de l'ordre de 13 %, ce qui signifie que, compte tenu de l'inflation, des remboursements effectués ne permettent pas de retrouver la même valeur de la monnaie, que ne pourraient être achetées autant de marchandises avec la quantité de monnaie majorée des intérêts). Ainsi l'épargne des ménages, en raison d'une rémunération inférieure au taux de l'inflation, permet aux collectivités locales de financer les instruments des collectivités locales (qui représentent 70 % du total des investissements des administrations en 1980) à hauteur de 60 % (le reste étant financé par l'épargne propre des communes et départements).

Indexer le livret A des Caisses d'Epargne sur le taux de l'inflation aurait placé le gouvernement et les collectivités locales

devant un dilemme insoluble : ou les communes et les offices d'HLM restreignent fortement leurs dépenses d'investissement à la fois en raison du coût des crédits nouveaux et parce que l'indexation s'applique aux emprunts passés, et une telle compression compromet la poli-

Un livret aux contours très étroits

de ce dépôt minimum de six mois risque s'il est assimilé par les épargnants à un blocage de leur épargne pour six mois (ce qu'il n'est pas), de freiner la collecte potentielle estimée à 28 ou 30 milliards de francs (pour un montant de 700 milliards d'épargne sur livrets, strictement équi-

Le livret d'épargne populaire indexé :

tique de relance de l'économie préconisée par le gouvernement, ou le volume d'investissement est préservé mais il est peu probable que les collectivités locales et les offices d'HLM puissent payer les nouveaux crédits, et dans ce cas, elles doivent majorer fortement leurs impôts

Pour autant, le livret rose permet-il de protéger l'épargne populaire puisque l'indexation du livret A est impossible (1). Sept millions de familles seraient d'après diverses estimations concernées par la création de ce livret rose, soit près de 45 % des familles françaises et

valente). Il s'agit donc là d'un montant relativement peu élevé. Il n'y a là rien de très étonnant car le seuil choisi paraît singulièrement bas. En effet, un montant d'impôt de 1 000 francs correspond à un revenu net pour une personne de 24 300 francs soit environ 2 000 francs par



et les loyers, accroissant les charges des entreprises et les difficultés des familles populaires, compromettant ainsi la compétitivité des entreprises et la politique de relance de la consom-

15 millions de personnes. Malgré cela, il n'est pas certain que le résultat recherché soit atteint. D'abord parce que certaines dispositions apparaissent inutiles et contradictoires

mois, ou de 60 750 francs pour un couple avec un enfant ou encore 72 900 francs pour un couple ayant deux enfants (6 075 francs par mois)... Ainsi, comme le dit Jacques Delors, un

Un « livret rose » plutôt grisâtre

mation. Quant à faire supporter l'écart des taux d'intérêts sur le budget de l'Etat, cela aurait été impossible en raison du déficit budgétaire important que l'Etat connaît déjà.

Par conséquent, il n'est pas certain que cette promesse du PS n'ait jamais été autre chose qu'une promesse électorale, sauf à s'attaquer aux causes profondes de l'inflation, causes qui tiennent à la nature même du capital.

avec l'objectif. Ainsi, l'obligation d'un dépôt de six mois est contradictoire avec la notion même d'épargne populaire (qu'il faudrait, d'ailleurs, définir) qui est surtout une « épargne de précaution » destinée à des dépenses imprévues et dont le retrait est, par conséquent, imprévisible. Cette disposition est d'autant moins compréhensible que la durée moyenne d'un dépôt est estimée à trois ans par les Caisses d'Epargne. Ainsi l'annonce

ménage ayant un enfant et dont les deux membres reçoivent le SMIC ou encore un ménage dont seul un membre travaille et ayant deux enfants tout en ne gagnant pas plus de 4 500 francs en bénéficieront. Il n'empêche que l'on peut s'interroger sur le nombre réel de bénéficiaires et sur les catégories sociales qui en profiteront.

Seules les statistiques fiscales pourraient permettre de le savoir avec certitude (puisque le

montant de l'impôt est déterminé par le revenu et le salaire mais aussi par le nombre de salaires dans la famille, par le nombre d'enfants). Toutefois, il est certain que les travailleurs les moins payés, de même que les salariés agricoles ou encore les inactifs (les retraités) vont pouvoir en profiter. Mais hormis cette dernière catégorie qui possède un patrimoine relativement important (en moyenne de 410 000 francs, contre 161 000 francs pour les ouvriers) (2), la capacité d'épargne de ces travailleurs est très limitée... que reste-t-il du salaire de deux smicards ayant un enfant, une fois les dépenses courantes et essentielles faites ? Dans ce cas, la protection de l'épargne populaire ressemble fort à une aumône... et manque son but.

Est-ce à dire que le gouvernement ne peut pas faire plus pour l'épargne et que proposer une plus large indexation eût mis en péril les circuits du financement ? Ce n'est même pas le cas puisque un emploi pour cette épargne aurait été trouvé tout naturellement, dans le financement du déficit public qui atteindra très probablement les 100 milliards en 1982, sans que cela pose trop de problèmes pour les finances des collectivités locales car l'organisme qui centralise cette épargne est la caisse des dépôts, dont l'activité est déjà en grande partie tournée vers les prêts aux collectivités locales et à l'Etat.

Les raisons du choix gouvernemental restent ainsi très mystérieuses, à moins qu'il ne faille encore voir là une simple mesure électorale, puisqu'annoncée quelques jours avant les cantonales ? Ce serait peut-être faire grief au gouvernement que de le penser, mais alors, il lui faudrait un peu mieux expliquer sa politique, et notamment, pourquoi, dans ce domaine avoir choisi une option qui ne permet pas à de nombreux travailleurs de protéger l'épargne.

Louis FOURNEL

1) Par ailleurs, il est très loin d'être certain que toute l'épargne du livret A soit une épargne populaire car toute les catégories sociales possèdent un livret A et 12 % des titulaires détiennent 53 % des dépôts.

2) Selon le Centre de Recherche sur l'Epargne, résultats de 1980, le patrimoine des ouvriers est en quasi-totalité représenté par la propriété de leur habitation principale, 33 % d'entre eux en sont propriétaires.

Nous avons rencontré trois membres de la délégation des combattants afghans de l'intérieur, invités en France par cinq organisations (Afrane, Amis de l'Afghanistan, BIA, MSRA, Radio Kaboul Libre).

AHMAD ZIA, 24 ans, Tadjik, ancien étudiant. Aujourd'hui, il commande un groupe de 25 hommes dans le Parwan, à l'entrée de la vallée du Panjchir et à côté de l'autoroute Kaboul-URSS.

HABIBOLLAH, 25 ans, hazara du centre de l'Afghanistan, autrefois berger et agriculteur, aujourd'hui combattant au sein de l'organisation politique de l'ethnie hazara, le Conseil révolutionnaire d'union islamique pour l'Afghanistan.

SALIM, 26 ans, Tadjik, lieu-

tenant de l'armée, organise la mutinerie de son groupe de transmission dès l'invasion soviétique. Il appartient à un front indépendant. Clandestin depuis deux ans, il combat à Kaboul où il mène des opérations de guérilla urbaine afin de rassembler l'argent nécessaire à l'achat d'armes.

PLS : Vous revenez de Florence, quel bilan tirez-vous de cette initiative ?

Ahmad Zia : A la conférence de Florence, il y avait toutes les tendances. Au début, le problème était de montrer les différentes sensibilités sur ce qui concernait l'Afghanistan. Les Occidentaux ne voulant pas dégrader leurs relations avec l'URSS, ils n'ont pas pris un engagement de fond sur le problème afghan. Ils

ne sont pas assez déterminés à propos de la situation actuelle. Aussi on a vu à la fin qu'on n'a pas pu tirer quelque chose de positif concernant l'Afghanistan.

Habibollah : Les participants ont trop voulu rester sur le plan théorique alors qu'on n'a pas fait assez jusqu'à présent sur le plan pratique.

Salim : Il faut faire une analyse plus détaillée. Parmi les Européens et parmi les Afghans, on peut faire une division en trois parties. En ce qui concerne les Européens, il y avait ceux qui veulent exploiter la situation actuelle en Afghanistan uniquement pour faire une propagande contre les Soviétiques. Ensuite, il y a ceux qui voulaient faire éclater leurs luttes éternelles, la droite et la gauche se rejetant

mutuellement leurs responsabilités dans la situation actuelle de l'Afghanistan. Enfin, il y a les gens qui veulent sincèrement travailler pour l'Afghanistan. Cependant, les participants ont pu entendre des points de vue différents sur la situation actuelle et comprendre assez bien ce qui se passe en Afghanistan. De ce point de vue, c'était positif.

En ce qui concerne les Afghans, il y avait ceux qui étaient surtout là pour attaquer les partis progressistes, ceux qu'ils nomment les communistes. Et leur intervention était surtout concentrée là-dessus. Il y avait ensuite les trois partis qui ont formé un front commun, qui sont intervenus au nom de l'unité, dans le sens de l'unité nationale pour la lutte actuelle. Enfin, il y avait les responsables des partis progressistes et aussi les représentants des différentes associations d'Afghans en Europe, qui sont intervenus sur le problème de l'unité, mais aussi sur les problèmes réels de la situation à l'intérieur et ont fait entendre la voix du peuple.

C'est la première fois que dans une conférence internationale, il y avait des représentants des mouvements qui luttent à l'intérieur du pays. Ensuite, il y a eu un échange de points de vue entre les différentes organisations qui luttent actuellement pour la libération du pays. Et ceci a permis de se comprendre plus ou moins, d'approcher les points de vue et aussi peut-être d'avoir certaines précisions sur les malentendus qui existaient dans le passé.

PLS : Quels sont les rapports entre la Résistance intérieure et les partis de Peshawar ?

Salim : Notre objectif est commun. Un seul objectif : la libération de l'Afghanistan. Mais les partis de Peshawar ont un peu oublié la notion de démocratie. La résistance est née un peu de manière spontanée sur le terrain. Par la suite, il y a eu un sceau imposé par les organisations extérieures. Un grand nombre d'organisations intérieures sont affiliées à des organisations extérieures. Mais à mon avis, le rôle de l'extérieur devrait être un soutien et non un commandement.

Habibollah : La situation est différente entre ceux qui sont à l'intérieur et ceux qui sont à l'extérieur. Nous sommes tous d'accord pour la lutte armée. Nos seuls ennemis afghans sont les communistes du Khalq et du Parcham qui ont donné l'occasion aux Russes de venir. Ils ont pris une très grave responsabilité qui sera jugée très sévèrement à l'avenir.

Quant à moi, je viens du Hazarajat. C'est un Conseil révolutionnaire de l'unité islamique qui régit la province. Il rassemble une pluralité de résistants. Elle est absolument et entièrement intérieure. Nous n'avons pas de relations privilégiées avec aucun pays et aucune force extérieure que ce soit.

Ahmad Zia : La lutte, ce n'est pas la lutte d'une ou de deux personnes, ce n'est pas non plus

la lutte d'un parti. C'est la lutte de tout un peuple contre les Soviétiques. Sur le plan politique, le peuple joue un rôle de tout premier plan. Si vous allez dans les régions libérées, il y a des structures, une organisation, c'est un Etat très démocratique. Là où il n'y a pas de répression, les gens sont très contents du rôle joué par les partis de Peshawar. On ne peut pas couper tout lien entre la résistance intérieure et les interprètes à l'extérieur. Dans cette guerre inégale, il est impossible de remporter une victoire sans assistance extérieure. Ce lien est une nécessité absolue tant sur le plan économique que militaire.

PLS : Comment analysez-vous le contexte international dans lequel se situe votre lutte ?

Salim : Dans la situation actuelle, les contradictions internationales sont d'une telle complexité qu'on ne peut pas faire une analyse d'ensemble. Il y a le Salvador, la Pologne, l'Afrique australe, le Cambodge. L'ensemble de ces conflits met en jeu les deux superpuissances. En comparaison à tous ces points chauds du monde actuel, l'Afghanistan ne représente pas une importance très grande pour les USA et l'URSS. L'Afghanistan a toujours été considéré comme un satellite de l'URSS tant par les Etats-Unis que par les autres pays d'Europe occidentale. Par exemple beaucoup de Français s'imaginent que l'Afghanistan est une province d'URSS. D'un autre côté, sur le plan stratégique, l'Afghanistan ne représente pas un grand intérêt ni pour les Etats-Unis, ni peut-être un peu pour l'URSS. La Pologne, c'est un enjeu beaucoup plus important pour l'URSS. S'il y a une entente sur le plan mondial, cela ne sera certainement pas pour l'Afghanistan. On peut simplement espérer l'appui des pays occidentaux européens pour faire pression sur les deux superpuissances.

Ahmad Zia : Je fais une analyse historique de la situation en Afghanistan. Dans le passé, c'était un Etat-tampon. L'Afghanistan jouait ainsi le rôle d'un obstacle concernant les interventions d'un côté des Russes, de l'autre des Anglais. Les deux avaient pour objectif l'accès à l'Océan indien. Actuellement, cette situation a disparu avec l'intervention soviétique. Dans ces conditions, les intérêts occidentaux et surtout américains sont mis en danger, surtout je pense que les Soviétiques ont un projet à long terme, ils ne vont pas s'arrêter à l'Afghanistan. Ils veulent avoir accès à l'Océan indien et avoir ainsi la main-mise sur le détroit d'Ormuz, ce qui représenterait un grand danger pour les Occidentaux. Dans ces conditions, les Occidentaux et les Américains sont obligés de s'intéresser à l'Afghanistan et de trouver une solution concernant le problème actuel.

Suite de cette interview dans notre prochain numéro

Palestine :

FACE A LA REPRESSION LE DRAPEAU PALESTINIEN

A l'heure où, en principe, le retrait total des Israéliens du Sinaï devrait être effectif, jamais la perspective d'un règlement du problème palestinien dans le cadre des accords de Camp David n'a pas paru aussi exclue. Dans l'esprit de leur promoteur, Carter, les accords de Camp David devaient, à partir d'un accord de paix séparé avec l'Egypte, déboucher sur un règlement de la question palestinienne excluant l'OLP avec une « autonomie administrative » concédée aux Palestiniens des territoires occupés.

Aujourd'hui, en accélérant le processus de colonisation, d'occupation et d'annexion des territoires occupés en destituant les maires élus démocratiquement parce qu'ils sont suspects de sympathie à l'égard de l'OLP, en réprimant très brutalement les manifestations de protestation contre cette politique expansionniste, le gouvernement de Begin a démontré que l'Etat sioniste avait bien l'intention d'annexer les territoires occupés et d'y mener la même politique de colonisation que dans le reste de la Palestine. Ainsi se trouve justifiée l'appréciation selon laquelle l'« autonomie administrative » consisterait à fonder des « bantoustans » (du nom des « réserves » africaines auxquelles l'Afrique du Sud donne une fausse indépendance dans le

cadre du régime d'apartheid). Aujourd'hui les éléments qui ont accepté d'adhérer à cette perspective dans le cadre de la « Ligue des villages » semblent de plus en plus isolés, dénoncés comme des collaborateurs par l'ensemble du peuple palestinien.

L'une des caractéristiques les plus frappantes de la répression des manifestations quotidiennes contre l'Etat sioniste semble être, outre son extrême brutalité, la participation de nombreux colons armés aux opérations. Ce fait nouveau est caractéristique de la manière dont le gouvernement Begin entend utiliser la colonisation : il s'agit pour la droite et l'extrême-droite d'engager toujours davantage dans la fuite en avant annexionniste pour l'associer à la colonisation. Cette hystérie anti-arabe a d'ailleurs culminé avec la fusillade de la Mosquée d'El Qods (Jerusalem) le dimanche de Pâques. Le gouvernement Begin a eu l'audace de présenter le crime de Goodman comme un « acte isolé », alors qu'il ne s'agit que de la forme la plus exacerbée des manifestations racistes et provocatrices des groupes d'extrême-droite qui sont aux avant-postes de la politique de colonisation totale du gouvernement Begin.

Du côté des Palestiniens, c'est une grande détermination et une

profonde unité qui sont apparues au cours des manifestations contre la destitution des maires et contre l'attentat de la Mosquée d'El Qods. A cette occasion, l'affirmation de l'identité palestinienne chez les Palestiniens qui sont des citoyens israéliens de seconde zone semble être de plus en plus claire. Dans les territoires occupés, le drapeau de l'OLP déployé de plus en plus fréquemment au cours des manifestations, est également un signe indéniable de la volonté d'unité de cette fraction du peuple palestinien. Jamais ce peuple, dont les sionistes se sont acharnés à nier l'existence n'a autant affirmé sa volonté d'exister et de vivre sur sa terre, à travers ses différentes fractions dispersées par le colonisateur.

Les événements de ces dernières semaines montrent clairement que les accords de Camp David ou toute autre solution analogue ne peuvent résoudre le problème palestinien. En se battant avec des poings et des pierres contre l'armée d'occupation, les jeunes Palestiniens expriment leur volonté de vivre sur leur terre et désavouent tout règlement excluant l'OLP. L'écho de cette lutte, la solidarité qu'elle rencontre dans le monde entier indiquent que ce message ne peut plus être ignoré.

J.P. CHAMPAGNY

Pour l'Afghanistan. La bande-roule en quatre langues parsemait la ville de Florence. Du 26 au 28 mars, elle ornait une des entrées du Palazzo Vecchio (vieux palais construit aux XIII^e/XIV^e siècles, au cœur de la vieille ville). Sous le patronage de la commune et de la province de Florence, ainsi que de la région toscane, c'est au cœur de ce pôle culturel européen que le Comité International de Solidarité avec la Résistance Afghane (dont le siège est situé à Rome) et le Bureau International Afghanistan (24, rue de Chaligny, Paris) ont

luzzi, a réfuté l'argumentation soviétique, analysant «chez les dirigeants de l'URSS une peur, du reste discutable, de l'encerclement et par voie de conséquence une tendance à résoudre les problèmes politiques avec la force militaire et une politique de grande puissance». Le refus de l'équilibre bipolaire, mis en avant par le PCI a été repris dans l'intervention de Sauro Magnani, responsable de la CGIL (première confédération syndicale italienne). Plutôt qu'une lutte de libération nationale à soutenir pour des raisons de principes,

sait une négociation dans laquelle la junte de Duarte serait appelée à discuter seulement des problèmes des rapports avec Cuba et le Nicaragua en ignorant complètement la guerre civile existant dans le pays». L'un comme l'autre firent état des difficultés de la mobilisation. Ainsi, A. Benlezar indiquait : «Dès les premiers jours de l'invasion soviétique, notre organisation syndicale a tenté de susciter un vaste élan de solidarité parmi les travailleurs français en informant sur le drame vécu par les Afghans. Cette campa-

conditions qui permettra de progresser vers une solution négociée. «Sortir de Yalta», disait François Mitterrand. En travaillant à sortir de Yalta, nous travaillons à ouvrir la voie à l'autodétermination du peuple afghan.»

Foin de tous ces bavardages, sembla dire le promoteur de Radio Kaboul Libre, Bernard Henri-Lévy, seules des initiatives concrètes font avancer les choses. Auquel Jean-Paul Gay, au nom du MSRA fit écho : «Je ne pense pas que l'action menée auprès de l'opinion soit seulement des mots. Je crois qu'il y a une force des mots, une force de l'opinion. Pourquoi les autorités soviétiques essaient-elles toujours de se justifier auprès de l'opinion internationale en indiquant qu'elles interviennent en Afghanistan ou ailleurs pour de bonnes raisons, pour défendre le bon droit, pour défendre le progrès des peuples. Ce discours de l'Union soviétique s'explique quand même par une certaine prise en compte de l'opinion internationale. Celle-ci peut peser de manière importante. Donc, je crois qu'il faut développer à la fois évidemment les actions concrètes, matérielles, de solidarité, les initiatives ponctuelles, mais aussi toute une activité politique, une action d'information et de sensibilisation de l'opinion car la justification que recherche l'Union soviétique recouvre encore de manière importante, notamment dans les pays du Tiers-monde, une certaine image progressiste qu'elle voudrait maintenir.»

J.-P. Gay souligna la nécessité que le retrait des forces soviétiques soit posé d'emblée pour engager toute négociation. A propos des obstacles à la mobilisation, il a ajouté, concernant l'unité de la Résistance : «La division du mouvement afghan de Résistance vis-à-vis du devenir de la société afghane est importante et ce phénomène se retrouve à des degrés divers dans toute lutte de libération nationale. Ce qui est vrai, par contre, c'est que la difficulté à parler d'une seule voix dans la lutte contre l'occupant a pu constituer jusqu'ici une limite exploitée par l'occupant lui-même et aussi un prétexte, pour certains, pour ne pas agir en faveur du peuple afghan. Aussi tout progrès dans le sens de l'unité de la Résistance pour l'indépendance est importante afin de faire avancer la prise de conscience de l'opinion internationale. En indiquant cet espoir de voir se renforcer l'unité de la Résistance dans la lutte contre l'occupant, cela ne signifie pas que nous sousestimons l'importance, le positif de la diversité des points de vue et conceptions existantes dans les mouvements de résistance, car cette diversité par elle-même reflète de toutes manières la diversité sociale, ethnique, politique de l'Afghanistan. Cette diversité est d'ailleurs niée par ceux qui cautionnent l'occupation soviétique. Cette diversité exprime l'ampleur de l'engagement du peuple afghan dans la

résistance. Intellectuels aussi bien que paysans ou d'autres couches sociales. Ce débat, qui peut s'exprimer à travers des programmes différents est finalement la preuve de la maturité acquise par la Résistance du peuple afghan.»

La dernière journée du colloque fut consacrée à l'expression de la Résistance afghane parmi laquelle les représentants des partis de Peshawar étaient largement présents. En guise de conclusion, Federico Coen, directeur de la revue du PSI *Mondoperaio* rappela comment la problématique du colloque de septembre 1980 «la gauche et l'Afghanistan» avait été confirmée : d'une part, la situation en Pologne confirme les menaces soviétiques, d'autre part subsiste trop d'indifférences à gauche vis-à-vis du problème afghan à cause de faiblesses idéologiques, de son eurocentrisme et d'une tendance à la finlandisation. Il termine : «La réunion de Florence n'a pas été et ne voulait pas être seulement une réunion de solidarité. Cela a été une réunion d'initiative politique. Nos objectifs sont fondamentalement : primo, créer les conditions pour une reconnaissance de la part des gouvernements démocratiques de la résistance afghane comme sujet international, en tant qu'unique et légitime représentant du peuple afghan. Secundo, solliciter les composantes de la résistance rassemblées en grand nombre dans notre réunion à créer les conditions de leur unité d'action, qui faciliterait la reconnaissance d'un gouvernement afghan en exil. Tertio, inviter les gouvernements et les forces politiques à se mobiliser pour mettre en œuvre des actions de solidarité avec la Résistance, non seulement de caractère humanitaire, mais aussi de caractère politique et d'aide militaire.»

Il ressort de cette conférence de nombreux aspects positifs, quelques limites, et une ambiguïté. La nécessité d'un gouvernement en exil a été rappelée par certains à plusieurs reprises alors que la complémentarité entre la Résistance de l'intérieur et la Résistance de l'extérieur n'a pas été encore pleinement établie ? Cependant, bien qu'il n'ait pu être possible de débattre à fond sur l'analyse de cette lutte, la qualité des participants, leur influence dans diverses institutions nationales et internationales permettra sans doute à la cause afghane de trouver de nouveaux appuis. Les contacts établis entre les différentes composantes de la Résistance, souvent pour la première fois, ne resteront sans doute pas sans suite, les échanges entre les diverses délégations des mouvements de soutien européen permettront sûrement de nouvelles initiatives.

Daniel BLESEAU

La traduction des interventions italiennes ont été assurées par nos soins

Suite page 11

Colloque de Florence sur l'Afghanistan

Prises de position...

organisé ces premières rencontres de soutien à la Résistance.

La séance d'ouverture fut empreinte d'une grande solennité dans cette salle toute tendue de magnifiques tapisseries Renaissance. Musique et garde d'honneur précédèrent les discours de bienvenue des responsables régionaux, provinciaux et du maire (PCI) de Florence. Les séances suivantes furent présidées à tour de rôle par Laurent Schwartz, Norberto Bobbio, Carlo Ripa di Meana (député PSI à Strasbourg) et Jean Elleinstein. L'assistance pouvait être décrite en plusieurs catégories : des personnalités du monde politique et syndical (Italiens et Français principalement), des dignitaires des partis afghans réfugiés à Peshawar, des Afghans réfugiés en Europe, la délégation des combattants afghans de l'intérieur, invitée en Europe par cinq organisations françaises, des militants de mouvements et comités de soutien européens (français, belges, hollandais...), de nombreux journalistes.

De ces trois jours de conférence, un certain nombre de prises de position sont à retenir. Le représentant du PCI, Carlo Gal-

celui-ci conçoit le problème afghan avant tout comme facteur de déstabilisation dans la situation mondiale : «Résoudre la crise afghane sur des bases justes, renforcer avec des accords internationaux la sécurité collective, retrouver la détente, faire avancer les négociations pour le désarmement et la coopération pour un nouvel ordre économique international, signifie travailler aussi pour donner des perspectives plus solides aux revendications des travailleurs du monde entier.»

Les interventions d'autres représentants syndicaux tels Alain Benlezar de la CFDT et Giorgio Benvenuto de l'UIL (Confédération italienne à sympathie socialiste, rassemblée avec la CGIL et la CISL au sein d'une fédération unitaire) inscrivent leur soutien à la Résistance afghane dans le cadre d'une caractérisation impérialiste de l'URSS. Giorgio Benvenuto fit un parallèle USA/URSS : «Le refus américain de favoriser la voie de la négociation entre les parties en présence au Salvador rappelle le refus opposé par les Soviétiques à une négociation globale du problème afghan... Ce serait comme si le gouvernement des USA propo-

gné n'a pas eu le succès escompté. Nous avons entendu dire que l'Afghanistan est loin, que les travailleurs n'entendaient pas être encore plus divisés pour une guerre locale en Asie centrale. Certains ont hésité à s'engager à fond dans le débat public par peur d'être taxés d'anticommunistes ou d'antisoviétiques». Les deux confédérations se sont engagées à développer leurs initiatives de soutien à l'Afghanistan : «Nos actes concrets de solidarité doivent être à la hauteur de nos discours.»

Sont intervenus également Maria-Antonietta Macciocchi, demandant que la Résistance bénéficie du même statut que l'OLP. Un représentant de Solidarność fit le parallèle Pologne-Afghanistan. L'historien yougoslave Wladimir Dedijer apporta son témoignage de solidarité.

Au nom du PS, Philippe Farine rappela que la délégation des combattants de l'intérieur avait été reçue par les collaborateurs de Pierre Mauroy, soulignant l'importance de cette première rencontre officielle. Il conclut : «Travailler à briser le cercle vicieux de l'affrontement, travailler à briser cet engrenage des blocs, telle est l'une des